

LA PEP DEMANDE INSTAMMENT DE GARANTIR L'ETAT DE DROIT ET LA TENUE D'ELECTIONS IMPARTIALES ET NEUTRES AU PEROU

La Plateforme Europe-Pérou (PEP) exprime son inquiétude quant au récent climat de polarisation et de tension que connaît le Pérou autour du second tour de l'élection présidentielle. À quelques jours des élections, la PEP demande instamment aux candidat·e·s présidentiel·le·s, aux médias et à toutes les parties concernées d'éviter d'utiliser un langage diffamatoire et de politiser quelque événement qui touche la population péruvienne à des fins électorales. Nous demandons également aux médias de garantir une couverture impartiale du processus électoral et de ne pas diffuser des informations partiales qui n'ont pas fait l'objet d'un examen et d'une enquête en bonne et due forme.

Nous, les organisations qui composons la PEP, considérons comme extrêmement graves les déclarations publiques qui visent à minimiser les graves violations des droits humains qui ont eu lieu pendant le conflit armé interne, comme celles qui ont dévalorisé la lutte pour la justice et la réparation pour les milliers de femmes qui ont été stérilisées de force pendant le gouvernement d'Alberto Fujimori. Comme l'a déclaré le tribunal d'éthique du Conseil de la presse péruvienne, la couverture électorale, avec des informations biaisées, a provoqué un climat de peur afin de favoriser la candidature de Keiko Fujimori. Le Tribunal s'est prononcé par rapport à la nécessité de « distinguer clairement l'opinion de l'information et de se conformer à la couverture impartiale et objective des événements d'actualité qu'exige l'éthique journalistique¹ ».

Nous regrettons également l'utilisation politique qui a été faite de l'événement tragique du 23 mai, l'attaque dans le VRAEM où 16 Péruviennes et Péruviens sont mort·e·s. Les personnes responsables de ces décès doivent être identifiées et sanctionnées à la mesure de la gravité de leurs actes ; cependant, cette tragédie ne peut être utilisée à des fins électorales. Nous soutenons les partenaires de la société civile péruvienne, qui déclare que « les stratégies "politiques" de cette nature remettent en cause les fondements démocratiques et mettent en danger le processus électoral actuel² ».

La PEP réaffirme son engagement en faveur du respect et de la promotion des droits humains de tou·te·s les Péruviennes et Péruviens et exhorte le gouvernement péruvien, les partis politiques et les

¹ http://derechoshumanos.pe/wp-content/uploads/2021/05/No somos neutrales 130521.pdf

² http://derechoshumanos.pe/wp-content/uploads/2021/05/Carta OEA Elecciones Peru 2021.pdf?fbclid=lwAR2eahLJRjh-mf1JuKGMRu9Dj5feFqT9GmWxlNgA79htslRmLev3sM8 s3k

médias à garantir la défense de la vérité, de la mémoire et de la justice tout au long du processus électoral. Nous espérons que les organes électoraux ne seront plus mis en cause et que les élections se dérouleront de manière pacifique, en garantissant pleinement le système démocratique et l'État de droit. Nous demandons que les missions électorales internationales présentes au Pérou prennent en considération les faits graves mentionnés ci-dessus, et qu'elles soient vigilantes quant aux irrégularités avant et pendant le jour du scrutin.

Plateforme Europe-Pérou

Action Solidarité Tiers-Monde - ASTM (Luxembourg)

Asociación Pro Derecho Humanos de España (Espagne)

Broederlijk Delen (Belgique)

Catapa (Belgique)

Centro de Investigación y Documentación Chile-América Latina (Allemagne)

Commission Justice et Paix (Belgique)

Entraide et Fraternité (France)

Entrepueblos (Espagne)

FOS (Belgique)

Informationsstelle Peru e.V. (Allemagne)

Kampagne "Bergwerk Peru-Reichtum geht Armut Bleibt", Campagne Pérou Pays Minier (Allemagne)

Groupe de soutien au Pérou (Royaume-Uni)

Peru Kommiten för MR (Suède)

Secours Catholique (France)

11.11.11 (Belgique)